

147

REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE

REVUE TRIMESTRIELLE
DE L'ASSOCIATION EUROPE
FINANCES RÉGULATIONS N° 147
3^e TRIMESTRE 2022

GUERRE EN UKRAINE :
DÉFLAGRATIONS
ET RECOMPOSITIONS
ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

ASSOCIATION EUROPE-FINANCES-RÉGULATIONS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée le 11 septembre 2008 (J.O. du 11 octobre 2008)

Siège social : 28 place de la Bourse, 75002 Paris

MEMBRES

Membres : Agence française de développement, Akeance Consulting, Amundi, Autorité des marchés financiers, Autorité des normes comptables, Autorité marocaine du marché des capitaux, Axa, Banque de France - ACPR, Banque Delubac & Cie, Banque européenne d'investissement, BlackRock France, BNP Paribas, Bredin Prat, Caisse des dépôts et consignations, CCR, Citigroup, CNP Assurances, Covéa, Crédit mutuel alliance fédérale, Crédit mutuel Arkea, Direction générale du Trésor, EDF, Engie, Euronext, Gide Loyrette Nouel, Gimar&Co, Goldman Sachs Paris, HSBC, KPMG, Kramer Levin, La Banque Postale, Mazars, Moody's, Morgan Stanley, Natixis-BPCE, Paris Europlace, Scor, Société Générale, Sopra Steria Next, Tikehau Capital.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente : Pervenche Berès

Conseiller spécial de la Présidente : Édouard-François de Lencquesaing

Personnalités qualifiées : Benoît Coeuré et Didier Valet

Membres de droit : Autorité des marchés financiers, Banque de France - ACPR, Paris Europlace

Membres administrateurs : Amundi, Axa, BNP Paribas, Bredin Prat, Caisse des dépôts et consignations, Covéa, EDF, Engie, Euronext, Mazars, Morgan Stanley, Natixis-BPCE, Société Générale

En qualité de censeur : Direction générale du Trésor

Délégués généraux de l'Association : Michel Cojean et Sylvain de Forges

Trésorier de l'Association : Olivier Bailly

CONSEIL D'ORIENTATION

Présidents d'honneur

Jean-Claude Trichet, Christian Noyer

Président : François Villeroy de Galhau, *Gouverneur, Banque de France*

Jean-Pascal Beaufret, *Managing director, Goldman Sachs Paris*

Pervenche Berès, *Présidente, AEFR*

Aff Chelbi, *Président, Comité des Risques, Banque internationale arabe de Tunisie*

Jean Cheval, *Senior Advisor, Natixis*

Benoît Coeuré, *Président, Autorité de la concurrence*

Ambroise Fayolle, *Vice-Président, Banque européenne d'investissement*

Bernard Gannier, *Président, Finance Innovation*

Antoine Gosset-Grainville, *Avocat à la Cour, BDGS Associés*

Olivier Guersent, *Directeur général, COMP-Commission européenne*

Nezha Hayat, *Présidente, Autorité marocaine du marché des capitaux*

Elyès Jouini, *Professeur, Université Paris-Dauphine*

Hans-Helmut Kotz, *Senior Fellow, Leibniz Institute for Financial Research SAFE,*

Center for Financial Studies, Université de Harvard

Eric Lombard, *Directeur général, Groupe Caisse des Dépôts*

Emmanuel Moulin, *Directeur général, Direction générale du Trésor*

Robert Ophèle, *Ancien Président, Autorité des marchés financiers*

Alain Papiasse, *Chairman CIB, BNP Paribas*

Olivier Pastré, *Conseiller scientifique REF ; Professeur émérite, Paris 8*

Patricia Plas, *Directrice des Affaires publiques et des Relations institutionnelles, Axa*

Odile Renaud-Basso, *Présidente, BERD*

Rémy Rioux, *Directeur général, Agence française de développement*

Augustin de Romanet, *Président, Paris Europlace*

Jean-Luc Tavernier, *Directeur général, Insee*

Didier Valet, *Vice-Président Industrie, Institut Louis Bachelier*

Claire Waysand, *Directrice générale adjointe, Engie*

LA GUERRE EN UKRAINE : CHOC GÉOPOLITIQUE RÉGIONAL ET GLOBAL

TATIANA KASTOUÉVA-JEAN*

Depuis la chute de l'URSS, l'Europe a connu d'autres conflits sanglants, comme en ex-Yougoslavie. Mais la guerre d'Ukraine a cela de particulier qu'elle a été déclenchée par une puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité, qui poursuit l'objectif, à peine voilé, de « désouverainiser » et d'effacer l'identité (« désukrainiser ») de son voisin, dont elle avait pourtant reconnu l'existence et garanti l'intégrité territoriale dans plusieurs traités bilatéraux et multilatéraux. Commencée avec l'ambition d'un renversement rapide du pouvoir à Kyiv avant de devenir une pénible conquête territoriale, cette guerre frappe par son caractère anachronique et le degré de violence sur le terrain. Folie d'un autocrate resté trop longtemps au pouvoir ? Évolution inéluctable des tensions cumulées tant dans la relation bilatérale russo-ukrainienne que dans la confrontation russo-occidentale ? Projet porté de longue date par le Kremlin ou improvisation funeste en réaction aux échecs successifs d'arriver à ses buts par d'autres moyens ? (Laruelle, 2022). Ces débats actuels des politologues deviendront un jour ceux, non moins âpres, des historiens. Un autre débat cherche à déterminer si la guerre en Ukraine est la cause et l'épicentre des crises et des bouleversements géopolitiques en cours, ou si elle n'en est qu'un élément révélateur et accélérateur (Ifri, 2022). Mais tous les courants de pensée se rejoignent sur le point essentiel : limitée (pour l'instant) militairement au territoire de l'Ukraine, cette guerre envoie des ondes de chocs géopolitiques bien au-delà des deux

181

* Directrice, Centre Russie-NEI, Ifri. Contact : jean@ifri.org.

protagonistes, la Russie et l'Ukraine. Pour ces deux États, les conséquences économiques, militaires, démographiques et sociales sont de nature différente, mais catastrophiques dans tous les cas.

Ce choc frappe directement à la fois les anciennes républiques soviétiques et les pays européens en les poussant à réduire leurs dépendances à la Russie et à redéfinir les lignes directrices qui ont longtemps guidé leurs politiques étrangères. Au-delà de ce cercle à l'Ouest et au Sud des frontières russes, certains pays semblent tirer profit de cette guerre à court terme comme, par exemple, la Chine ou l'Inde, qui peuvent acquérir du pétrole et du gaz à des tarifs préférentiels, ou encore les États-Unis, qui bénéficient d'une hausse de la demande tant pour leur gaz naturel liquéfié (GNL) que pour leurs armes. Cependant, même pour ces pays, la remise en cause de l'ordre international et de la globalisation, le chamboulement des circuits établis de marchandises et des chaînes de production habituelles comportent de nombreux risques, certains étant identifiés, d'autres pouvant se révéler ultérieurement. Dans les premières heures de la guerre, peu ont anticipé les conséquences potentielles pour l'approvisionnement en blé des pays au Moyen-Orient ou en Afrique, qui, à l'instar du mouvement des non-alignés de l'époque de la Guerre froide, s'efforcent pourtant de rester neutres. La guerre met aussi à mal la lutte contre le changement climatique, qui était devenu la principale bataille des Occidentaux avant le 24 février. La gestion des conséquences immédiates de l'agression russe et aussi la meilleure anticipation des risques géopolitiques s'imposent désormais avec force dans les stratégies des acteurs étatiques, des marchés financiers et des compagnies privées. À terme, le conflit pourrait faire émerger un nouveau système international, dont on perçoit encore mal les contours.

182

L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

L'onde de choc géopolitique a d'ores et déjà un impact significatif sur les pays post-soviétiques, qui redéfinissent leur relation à la Russie et à d'autres acteurs régionaux et globaux. La plupart de ces pays adoptent une attitude prudente face à la guerre (Tafuro Ambrosetti, 2022) : ils sont autant effrayés par les conséquences économiques et par de potentielles repréailles russes dans l'immédiat que par la dégradation de l'environnement stratégique régional et global à moyen et long terme. La guerre risque d'impacter négativement non seulement leurs relations avec la Russie, mais aussi l'avenir des organisations régionales sous l'égide de Moscou.

Les réactions de la majorité des pays de la CEI (Communauté des États indépendants) relèvent d'un savant équilibre entre la non-condamnation de l'agression russe et le soutien à l'intégrité territoriale

ukrainienne. La plupart se sont abstenus lors du vote (Arménie, Kirghizstan, Tadjikistan, Kazakhstan) ou ont simplement évité de voter (Azerbaïdjan, Turkménistan et Ouzbékistan) à l'Assemblée générale de l'ONU (Organisation des Nations unies) contre la résolution du 2 mars 2022 exigeant le retrait immédiat des forces russes de l'Ukraine. Seule la Biélorussie, dont le territoire a servi pour le lancement de l'« opération militaire spéciale » depuis le nord, a voté contre. Le président Loukachenko a jusqu'à présent résisté à l'envoi des troupes biélorusses au front ukrainien, mais il sait qu'une éventuelle chute du régime de Poutine entraînera certainement la sienne. À l'autre bout du spectre, la Moldavie et la Géorgie ont condamné l'invasion et ont accéléré la course à l'adhésion à l'Union européenne (UE) ; la première, avec l'Ukraine, a obtenu en juin 2022 le statut tant désiré de pays candidat. La Moldavie subit de fortes pressions sécuritaires (région séparatiste de la Transnistrie) et gazières de la part de la Russie. La Géorgie, ayant perdu le contrôle de 20 % de son territoire en 2008, manifeste une attitude plus ambiguë : le pro-russisme subtil des élites contraste avec le soutien de l'Ukraine par la population. L'Azerbaïdjan, appuyé par la Turquie, membre de l'OTAN, profite du fait que la Russie soit occupée ailleurs non seulement pour avancer ses pions dans la région du Haut-Karabagh, mais aussi pour bombarder l'Arménie. Cette dernière dépend entièrement du soutien militaire russe, alors que Moscou n'arrive même pas à honorer ses contrats de livraisons d'arme¹. La principale surprise est venue du Kazakhstan, partenaire le plus important et le plus proche de la Russie dans cet espace, et qui s'est pourtant révélé le plus critique à l'égard de Moscou. Le président Tokaïev, que la Russie avait soutenu militairement lors des émeutes de janvier, a déclaré sans ambages reconnaître l'intégrité territoriale de l'Ukraine ; le *leader* kazakh a affirmé que son pays ne reconnaîtrait pas l'indépendance des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, refuserait une éventuelle utilisation des forces de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) sur le sol ukrainien, et ne deviendrait pas un instrument pour contourner les sanctions occidentales. La plupart des pays ont autorisé des manifestations citoyennes en soutien de l'Ukraine et ont envoyé de l'aide humanitaire, tout en appelant à la recherche d'un règlement diplomatique.

Les positions nuancées de ces États s'expliquent par leurs dépendances économiques, énergétiques ou sécuritaires à la Russie, les conflits gelés, la présence de bases militaires ou de minorités russo-phones – autant de facteurs les exposant à leur tour à une potentielle agression russe. Seules les autorités géorgiennes ont déclaré être en conformité avec les sanctions financières qui pèsent sur la Russie, et le Kazakhstan a seulement commencé en septembre à contrôler les mar-

chandises qui traversent le territoire national en direction de la Russie. Mais, au fond, la prudente neutralité des pays post-soviétiques ne doit pas tromper. Depuis trois décennies, ils œuvrent à la consolidation de leur souveraineté et de leur identité nationale. Aucun ne peut approuver l'invasion d'un pays voisin qui a accédé à l'indépendance en même temps qu'eux. Les appels de certains députés ou propagandistes russes à « dénazifier » le Kazakhstan (KazTAG, 2022), ou les menaces que la Russie fait peser sur la Transnistrie depuis le début de la guerre suscitent peur et rejet. La guerre va inciter les pays de la CEI à intensifier les partenariats avec d'autres acteurs globaux et régionaux (Chine, Turquie, Iran, Inde, UE) pour élargir leurs marges de manœuvre diplomatique, économique et énergétique. Pour ne citer que l'activisme de la Turquie depuis le début de la guerre en Ukraine : Ankara a signé un traité de partenariat stratégique d'envergure et un Accord commercial préférentiel avec l'Ouzbékistan, un traité de partenariat stratégique prévoyant la création d'une usine de drones ANKA avec le Kazakhstan, ainsi qu'une déclaration conjointe avec le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie sur le Corridor de transport Est-Ouest (EurAsia Daily, 2022). Elle semble plus active que la Chine, concentrée sur ses difficultés économiques internes et sur le prochain Congrès du parti communiste.

184

La dépendance à la fois sécuritaire et économique à l'égard de Moscou ne va pourtant pas disparaître du jour au lendemain. La Russie reste un acteur central dans la région et notamment un partenaire commercial de premier plan (marché, source de crédit, fournisseur d'énergie, voie de transit) pour plusieurs républiques post-soviétiques. Le Kazakhstan, par exemple, en dépend pour acheminer ses hydrocarbures vers l'Europe, et la Russie a essayé de l'intimider en suspendant sous différents prétextes le transit du pétrole kazakh vers l'Europe par le Caspian Pipeline Consortium (CPC). Plusieurs États centrasiatiques considèrent Moscou comme le garant de leur sécurité dans le contexte de l'instabilité en Afghanistan depuis août 2021. Enfin, la Russie accueille d'importants flux de travailleurs migrants, notamment venant d'Asie centrale : leurs transferts financiers sont une source de revenus importante pour le budget des pays d'origine et leur baisse crée des risques de déstabilisation économique et sociale. D'ailleurs, aujourd'hui, la situation change radicalement et plusieurs pays voisins se retrouvent devant des défis migratoires inédits. La Moldavie fait face aux flux des réfugiés ukrainiens après le début de la guerre. La Géorgie, l'Arménie et le Kazakhstan accueillent des dizaines de milliers de Russes après l'annonce de la mobilisation « partielle » en septembre, alors que plusieurs pays européens leur ferment les frontières. À plus long terme, la question de la durée des séjours de ces migrants russes, de leur

intégration, de la « coexistence pacifique » entre les différentes communautés se pose avec acuité (Krivošeev, 2022). Les pays centrasiatiques interdisent aussi la participation à la guerre de leurs ressortissants, que la Russie tente d'enrôler en promettant des rémunérations conséquentes et une accession facilitée à la citoyenneté russe (RIA Novosti, 2022). La guerre en Ukraine ternit incontestablement l'image de la Russie auprès des pays post-soviétiques ; elle renforce et accélère les tendances centrifuges déjà en cours dans cet espace depuis la chute de l'URSS.

Cette guerre est aussi un véritable test pour l'avenir des organisations régionales visant à intégrer cet espace sous l'égide russe : l'Union économique eurasiennne (UEEA) et l'OTSC. La peur des ambitions expansionnistes russes et la volonté des États de protéger leur souveraineté respective peuvent ainsi freiner voire bloquer le développement de ces organisations. L'interdiction par les autorités russes, en mars, des exportations céréalières, particulièrement en direction des pays de l'UEEA, a ainsi été dénoncée par le Kazakhstan comme contraire aux règles et aux intérêts de l'UEEA. Astana ne soutient pas la tentative de la Russie de donner à l'OTSC le droit de s'impliquer dans les opérations de maintien de la paix menées par un « État coordinateur ». Le Kirghizistan a annulé les manœuvres militaires dans le cadre de l'OTSC en octobre 2022 sur son territoire. Par ailleurs, cette organisation est minée par la guerre entre le Kirghizistan et le Tadjikistan et l'absence d'aide à l'Arménie face à l'offensive de l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie. De fait, tout le flanc ouest et sud de la Russie est aujourd'hui déstabilisé : ce qui est en train de se jouer n'est rien d'autre que l'aboutissement de la dislocation de l'empire soviétique amorcée en 1991. La « demande d'Occident » devrait logiquement croître dans cette partie du monde, comme contrepartie à la fois à la Russie et, pour l'Asie centrale, à la Chine.

185

L'EUROPE, LES ÉTATS-UNIS ET LA RELATION TRANSATLANTIQUE

Cette guerre comporte trois conséquences géopolitiques majeures pour l'Occident, l'Europe et la relation transatlantique. Premièrement, elle signe le divorce à la fois géopolitique, économique et psychologique entre la Russie et l'Occident – aucune relance ne semble possible tant que Vladimir Poutine restera au pouvoir, en dépit des efforts déployés par les forces pro-Kremlin en Occident même (Wong, 2022). Désinhibée par la guerre, la Russie ne renoncera pas aux tentatives de semer la division dans le camp occidental ou de défier ce dernier sur différents théâtres, comme c'est le cas pour la France au Mali, dans la République centrafricaine ou au Burkina-Faso, où les contestataires brandissent

régulièrement les drapeaux russes. Le coût relativement peu élevé des « guerres hybrides » et la capacité à nier toute implication en recourant aux acteurs privés comme le groupe Wagner permettent à Moscou de poursuivre la déstabilisation des intérêts et de contraindre l'action des Occidentaux.

Le divorce économique est incarné par l'explosion du gazoduc *Nord Stream*, précédée à la fois par la réduction des volumes du gaz livrés à l'Europe, le renoncement progressif de l'UE aux hydrocarbures russes, le retrait de plusieurs entreprises occidentales, et les sanctions. Le gel des avoirs russes et l'adoption de huit trains de sanctions, dont les effets affectent lentement mais lourdement l'économie russe (Sonnenfeld *et al.*, 2022), sont perçus en Russie comme une véritable guerre économique menée par l'Occident (RG.RU, 2022). Si la rupture n'est pas (encore) complète, les liens économiques, financiers, technologiques et énergétiques pourront difficilement être restaurés au niveau d'avant-guerre (*business as usual*). Au-delà de l'économie, une discussion sur l'architecture de sécurité européenne n'est plus pensable aujourd'hui avec Moscou, et tous les traités de contrôle et de limitation des armements sont caducs (pour certains déjà bien avant la guerre et à cause du retrait des États-Unis) (Arbatov, 2022), même si des lignes de communication semblent encore fonctionner entre le Kremlin et la Maison Blanche. L'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN risque de pousser Moscou à renforcer sa présence militaire au nord-ouest et à générer des tensions dans l'Arctique, considérée comme priorité dans la nouvelle Doctrine maritime (adoptée en juillet 2022)². Elle contribue aussi à l'effacement de la distinction dans la perception russe entre l'OTAN et l'UE, vues désormais comme un seul front, hostile à la Russie.

Le divorce psychologique est tout aussi marquant. L'analyse de différents discours de Vladimir Poutine prouve qu'il voit ce conflit en termes civilisationnels : on peut observer la cristallisation de sa haine autour des thèmes liés aux valeurs, qui vont de l'imposition de la démocratie aux pays post-soviétiques au mariage homosexuel et à la question des genres. Plusieurs de ces critiques (notamment homophobes) trouvent un écho dans la société russe, qui est pourtant loin des comportements véritablement conservateurs (les taux de divorce, de concubinage, d'avortements sont comparables aux indicateurs occidentaux). La rupture des liens au niveau des sociétés (liens universitaires, sportifs, culturels, interdiction de visas, etc.) laissera un souvenir amer aux Russes, difficile à effacer même après le changement du pouvoir au Kremlin. Le prochain *leader* de la Russie pourrait aussi être tenté de maintenir la flamme nationaliste et revancharde au sein de la population russe.

Deuxièmement, l'unité et la crédibilité de l'UE sont en jeu. Pour l'Europe, le réveil est brutal : elle redécouvre la violence du rapport de force et l'importance d'un outil militaire crédible. C'est la première fois que l'UE consacre des fonds aux livraisons d'armes pour aider un pays tiers à se défendre. Des investissements importants dans la défense sont annoncés, l'Allemagne offrant l'exemple le plus spectaculaire. L'Europe se divise en deux camps dont la composition ne surprend pas : les uns (Pologne, États baltes) adoptent une approche intransigeante face à Moscou et soutiennent une victoire militaire totale de l'Ukraine ; d'autres insistent sur l'importance de la voie diplomatique et montrent une préoccupation de « ne pas humilier la Russie » (France). Une incompréhension entre les deux camps est forte, et le clivage peut s'accroître face aux propositions russes d'un cessez-le-feu sous ses conditions. L'équilibre entre intérêt collectif et égoïsmes nationaux se cristallise aussi à travers les positions hongroises sur le gaz russe. D'autres crises potentielles, énergétiques, alimentaires et migratoires, risquent de favoriser l'arrivée au pouvoir de forces souverainistes et anti-américaines dans différents pays européens. À terme, certains vont jusqu'à prédire l'implosion de l'UE (de Montbrial, 2022a), qui courrait d'ailleurs à sa perte en s'élargissant vers de nouveaux membres comme l'Ukraine ou la Moldavie.

187

Enfin, la troisième conséquence concerne la relation transatlantique. Cette guerre inverse la tendance à un certain repli international des États-Unis dont l'exemple afghan semblait témoigner : pour l'Europe, elle risque de se solder par une plus grande dépendance sur les plans énergétique, militaire et sécuritaire (de Montbrial, 2022b). La commande par l'Allemagne de chasseurs bombardiers américains (F-35A) et non français (Rafale), ainsi que l'augmentation des livraisons du GNL américain en Europe en sont l'illustration, alors que l'idée d'une Europe stratégiquement autonome pour les technologies, la monnaie, la sécurité et la défense continue à être débattue. L'OTAN, dont Emmanuel Macron percevait en 2019 l'état « de mort cérébrale », sortira renforcée de cette crise, concrètement et symboliquement. Or, dans son dernier concept stratégique (juin 2022), la Russie est désignée comme « la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés » et la Chine comme un défi global pour leurs intérêts, leur sécurité et leurs valeurs³. Cette vision pousse à la structuration du monde selon la nouvelle logique des blocs, réunis entre les pays à régimes démocratiques, d'un côté, et autoritaires, d'un autre côté. Chacun essaiera d'assurer son autonomie stratégique autant que possible, de sortir des dépendances à l'autre camp, de réorienter les flux depuis et vers les marchés plus fiables, ce qui accroîtra le potentiel d'une plus grande conflictualité.

L'OCCIDENT CONTRE LE RESTE DU MONDE (THE WEST AND THE REST)

Dans cette crise, la Russie est moins isolée qu'il n'y paraît au premier abord. La résolution du 2 mars 2022 de l'Assemblée générale des Nations unies, qui exigeait le retrait des forces russes d'Ukraine, a été votée par une grande majorité (141 pays sur 193) ; mais parmi les trente-cinq abstentions figurent plusieurs pays africains, ainsi que la Chine et l'Inde. Les abstentions ont été encore plus nombreuses lors du vote de la résolution du 7 avril 2022 sur la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme pour « violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme » en Ukraine. Plus qu'une adhésion à l'agression russe, ces prises de position traduisent les rancunes accumulées contre l'Occident. À Moscou, elles sont en revanche interprétées comme un soutien implicite à l'action russe (Trenin, 2022a). Beaucoup d'observateurs russes concluent aussi à un environnement favorable à un rapprochement mutuellement avantageux entre la Russie et la Chine (Bordatchev *et al.*, 2022).

Au-delà des intérêts opportunistes immédiats (comme les prix des hydrocarbures au rabais), le soutien à l'action russe risque de s'éroder avec le temps. Après le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai à Tachkent, on a ainsi pu constater les flexions de la Chine et de l'Inde. Cette dernière a durci sa position en passant à des mises en garde explicites. Le président chinois Xi Jinping a aussi émis des appels inhabituels invitant à l'arrêt des hostilités. Par ailleurs, si la Chine a pu exprimer des positions anti-américaines, ses compagnies ne se précipitent guère pour récupérer la place des Occidentaux en Russie, craignant le caractère extraterritorial des sanctions. Politiquement, la Turquie donne des gages autant à l'Ukraine qu'à la Russie, mais économiquement marque ses distances (par exemple, à la suite des pressions américaines, la plupart de ses banques n'acceptent plus la carte russe MIR). Or, dans le contexte des sanctions, le rôle de ces acteurs, avant tout de la Chine, est crucial pour la Russie. À l'issue de cette guerre, Moscou sera sans conteste plus dépendant de Pékin sur les plans économique, financier et technologique.

Face à un Occident plus consolidé à la faveur de la guerre, le camp opposé n'est pas structuré, chaque acteur est guidé par ses intérêts et les tensions sont multiples. Il suffit de regarder l'Organisation de coopération de Shanghai, que la Russie cherche à présenter comme l'une des alternatives à l'Occident. Elle comprend en son sein des ennemis jurés comme l'Inde et la Chine ou l'Inde et le Pakistan. Plus que de privilégier la constitution en bloc, plusieurs pays, en Afrique, notamment, peuvent se montrer opportunistes et essayer de « jouer la carte russe »

pour mieux négocier avec l'Occident. Tant la Russie que l'Occident cherchent à convaincre et à séduire ces nouveaux « non-alignés » : les accusations de colonialisme sont brandies aussi bien par Vladimir Poutine (le discours de Poutine le 30 septembre pour l'annexion des quatre républiques ukrainiennes) que par des *leaders* occidentaux (le discours d'Emmanuel Macron à la tribune de l'ONU le 20 septembre).

La guerre a remis en cause la capacité et la crédibilité des organisations régionales et internationales, qui se positionnaient comme universelles. L'inaction de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), les paralysies récurrentes du Conseil de sécurité de l'ONU, les frappes russes sur Kyiv lors du séjour du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres en sont symptomatiques. Ces tendances jouent pour la consolidation des alliances entre les pays proches (l'OTAN, l'AUKUS (Australia, United Kingdom et United States), le sommet des pays démocratiques, le sommet de la Communauté politique européenne pour la partie occidentale) en reconnaissant ainsi en creux le déclin des institutions globales et de l'universalité des valeurs (Trenin, 2022a). Les Russes et les Chinois enfoncent le clou en critiquant l'influence occidentale dans les organisations financières mondiales (Fonds monétaire international – FMI –, Banque mondiale, Banque européenne pour la reconstruction et le développement – BERD) et en cherchant à réduire leur dépendance au dollar. La Russie mise clairement sur les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), l'Organisation de coopération de Shanghai et des forums régionaux comme Russie-Afrique, Russie-ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) plus que sur les organisations européennes ou globales dont plusieurs l'ont d'ailleurs expulsée ou ont suspendu leurs coopérations avec elle (Conseil de l'Europe, Conseil des droits de l'homme, G7, Conseil de l'Arctique, Conseil des États de la mer Baltique, Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale, et d'autres). Toute l'architecture de sécurité et de coopération européenne et globale s'en trouve ébranlée (Trenin, 2022b).

CONCLUSION

Depuis l'époque du président Boris Eltsine et du ministre des Affaires étrangères Evguéni Primakov, la Russie appelle de ses vœux un monde multipolaire. Elle est bien plus près de son objectif aujourd'hui que quand Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir. Cependant, il n'est pas certain que les coups de marteau qu'elle a donnés dans l'édifice de la gouvernance globale et l'architecture de sécurité européenne lui profitent vraiment. La force de l'économie russe n'est pas à la hauteur de ses ambitions géopolitiques. La Russie risque fort de sortir de la guerre plus faible, plus dépendante de la Chine et moins influente sur

les plans régional et mondial. Si tous les efforts de Vladimir Poutine pour renforcer la position de Moscou sur la scène internationale ont été ruinés par cette guerre, les autres acteurs risquent aussi de pâtir d'un monde plus fragmenté et plus conflictuel, où même la dissuasion nucléaire ne semble plus garantir la stabilité. Les menaces nucléaires ouvertes ou voilées de Vladimir Poutine, mais aussi la promesse d'une réponse nucléaire du Premier ministre britannique Liz Truss, ou les risques de bombardement qui pèsent sur les centrales nucléaires en Ukraine tranchent avec la retenue de la guerre froide. Les conséquences pour le régime de non-prolifération nucléaire peuvent être graves, à commencer par un potentiel de déraillement de l'accord sur le nucléaire iranien (*Joint Comprehensive Plan of Action* ou JCPOA). La guerre d'Ukraine génère une montée brutale du potentiel de conflictualité et d'instabilité dans l'immédiat pour la Russie et l'espace post-soviétique, mais aussi au-delà, notamment entre la Chine et Taïwan, avec un effet d'entraînement sur les États-Unis. Le retour à l'équilibre international ébranlé par le révisionnisme russe demandera des changements structurels : la construction du « monde d'après » sera un long processus dont la guerre en cours ne permet pas encore de percevoir s'il sera rebâti essentiellement sur un rapport de force, ou sur des institutions fonctionnelles et des règles partagées.

190

(13 octobre 2022)

NOTES

1. Lenta.ru, 29 septembre 2022, <https://lenta.ru/news/2022/09/29/pashinyan29/?ysclid=l8rmqrqlgc542308501>.
2. Morskaya Doctrina Rossijskoj Federacii [Doctrine maritime de la Fédération de Russie], 31 juillet 2022, <http://static.kremlin.ru/media/events/files/ru/sBBH7DL0RicfdtdWPol32UekiLMTAycW.pdf>.
3. NATO 2022, Strategic Concept Adopted by Heads of State and Government at the NATO Summit in Madrid, 29 June 2022, <https://www.nato.int/strategic-concept/>.

BIBLIOGRAPHIE

- ARBATOV A. (2022), « Ukrainskiy krizis i strategičeskayā stabil'nost' » [La crise ukrainienne et la stabilité stratégique], *Political Studies*, n° 4, pp. 10-31.
- BORDATCHEV T. *et al.* (2022), « Strategičeskoe partnerstvo Rossii i Kitāā v usloviāh evropeyskogo krizisa » [Le partenariat stratégique de la Russie et de la Chine dans les conditions de crise européenne], Club Valdāi, 6 septembre, <https://ru.valdaiclub.com/a/reports/strategičeskoe-partnerstvo-rossii-i-kitaya/>.
- DE MONTBRIAL T. (2022a), « Comment la guerre de la Russie en Ukraine modifie le monde », RFI, invité de Marie-France Chatin dans « Géopolitique », 9 octobre.

DE MONTBRIAL T. (2022b), « Les États-Unis ont repris en main la destinée de l'Europe », *La Croix*, 8 septembre, <https://www.la-croix.com/Debats/Etats-Unis-repris-main-destinee-Europe-2022-09-08-1201232321>.

EURASIA DAILY (2022), « Gruziâ, Azerbaidžan, Turciâ i Kazahstan sozdaût T ranskaspijskij koridor » [La Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Turquie et le Kazakhstan créent un couloir transcaspien], 31 mars, <https://easdaily.com/ru/news/2022/03/31/gruziya-azerbaydzhan-turciya-i-kazahstan-sozdayut-transkaspiyskiy-koridor>.

IFRI (2022), « L'Ukraine, épicerie de toutes les crises ? », débat entre le Français Thomas Gomart et le Britannique David Milliband, 5 septembre, Paris, <https://www.ifri.org/fr/debats/ukraine-epicerie-de-toutes-les-crisis>.

KAZTAG (2022), « Rosdeputat prizval « denacifizirovat' » i « demilitarizirovat' » Kazahstan po primeru Ukrainy » [Un député russe appelle à « dénazifier » et à « démilitariser » le Kazakhstan à l'instar de l'Ukraine], 26 mars, <https://kaztag.kz/ru/news/rosdeputat-prizval-denacifizirovat-i-demilitarizirovat-kazahstan-po-primeru-ukrainy>.

KRIVOŠEEV K. (2022), « Voût vs. Kak mobilizaciâ menâet otnošeniâ Rossii s sosedâmi » [Tout le monde fait la guerre. Comment la mobilisation change les relations de la Russie avec les voisins], 3 octobre, <https://carnegieendowment.org/politika/88070>.

LARUELLE M. (2022), « Le projet impérial russe s'est construit au fil des échecs de Moscou à imposer sa vision du monde », *La Croix*, 29 septembre, <https://www.la-croix.com/Debats/Le-projet-imperial-russe-sest-construit-fil-echecs-Moscou-imposer-vision-monde-2022-09-29-1201235475>.

RG.RU (2022) « Mišustin sčitaet sankcionnoe davlenie totalnoj ekonomicheskoj vojnoj » [Michoustine estime que la pression des sanctions est une guerre économique totale], 3 octobre, <https://rg.ru/2022/10/03/mishustin-schitaet-sankcionnoe-davlenie-totalnoj-ekonomicheskoj-vojnoj.html>.

RIA NOVOSTI (2022), « Kontraktniki-inostrancy smogut polučit' graždanstvo v uproščennoe porâdke » [Les étrangers sous contrat pourront obtenir la citoyenneté (russe) selon une procédure simplifiée], 24 septembre 2022, <https://ria.ru/20220924/grazhdanstvo-1819177873.html>.

SONNENFELD J. *et al.* (2022), « Business Retreats and Sanctions Are Crippling the Russian Economy », Yale University, 19 juillet, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4167193.

TAFURO AMBROSETTI E. (sous la direction de) (2022), « A Dangerous Neighbour : Russia's Image After Ukraine », Note collective, ISPI, 14 septembre, <https://www.ispionline.it/it/publicazione/dangerous-neighbour-russias-image-after-ukraine-36056>.

TRENIN D. (2022a), « Čto izmenilos' v miroustroystve za šest mesâcev specoperacii na Ukraine » [Ce qui a changé dans l'ordre mondial en six mois de l'opération militaire spéciale en Ukraine], *Profil*, 14 septembre, <https://profile.ru/politics/cto-izmenilos-v-miroustroystve-za-shest-mesyacev-specoperacii-na-ukraine-1160528/>.

TRENIN D. (2022b), « Une nouvelle architecture de sécurité pour l'Europe ? », *Politique étrangère*, n° 2, pp. 39-53.

WONG E. (2022), « Russia Secretly Gave \$300 Million to Political Parties and Officials Worldwide, U.S. Says », *New York Times*, 13 septembre, <https://www.nytimes.com/2022/09/13/us/politics/russia-election-interference.html>.

R E V U E D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

COMITÉ DE RÉDACTION

Présidents d'honneur

Jacques Delmas-Marsalet

Hélène Ploix

**

Sylvain de Forges, *Directeur de la publication*

Olivier Pastré, *Conseiller scientifique*

François-Xavier Albouy, *Directeur de la rédaction*

Patrick Artus, *Directeur de la recherche et des études, Natixis*

Raphaëlle Bellando, *Professeur, Université d'Orléans*

Kheira Benhami, *Directrice de la division études, stratégie et risques, AMF*

Pervenche Berès, *Présidente, AEFR*

Christian de Boissieu, *Professeur, Université Paris I*

Jean Boissinot, *Directeur adjoint, Direction de la Stabilité financière, Banque de France*

Arnaud de Bresson, *Délégué général, Paris Europlace*

Jean-Bernard Chatelain, *Professeur, Université Paris I, GdRE « Monnaie Banque et Finance »*

Jézabel Couppey-Soubeyran, *Maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne*

Claude Diebolt, *Directeur de recherche au CNRS, Université de Strasbourg*

Jean-Louis Fort, *Avocat à la Cour*

Olivier Garnier, *Directeur général des statistiques, des études et de l'international, Banque de France*

Ulrich Hege, *Professeur, Toulouse School of Economics (TSE)*

Pierre Jaillet, *Chercheur associé, IRIS*

Fatos Koc, *Responsable de la gestion de la dette publique, OCDE*

Isabelle Laudier, *Responsable, Institut pour la recherche, Groupe Caisse des Dépôts*

Frédéric Lobez, *Professeur, Université de Lille II, SKEMA*

Catherine Lubochinsky, *Professeur, Université Paris II – Assas*

Sylvie Matherat, *Administratrice indépendante, Senior Global Adviser, Mazars*

Jean-Paul Pollin, *Professeur, Université d'Orléans*

Philippe Trainar, *Professeur, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)*

Natacha Valla, *Doyenne, École du management et de l'innovation, Sciences-Po*

38, rue de Ponthieu – 75008 Paris

Site Internet : www.aef.asso.fr

Guerre en Ukraine : déflagrations et reconfigurations économiques et financières

Introduction

*JULIEN VERCUEIL
ASSEN SLIM*

Russie : une économie de guerre

Dimensionner l'impact de la guerre
sur l'économie russe

JULIEN VERCUEIL

Le régime rentier en Russie et son évolution
après la guerre en Ukraine

*ADRIEN FAUDOT
SYLVAIN ROSSIAUD*

La guerre revisite la politique des sanctions
économiques

*SOLÈNE BENHADDOU
MANON PROVANSAL*

Souveraineté technologique ou isolement ?
Conséquences de la guerre en Ukraine
sur le secteur russe du numérique

DMITRY D. VOLKOV

Déflagrations régionales

L'Ukraine en guerre :
quelle résilience économique ?

*DOMINIQUE MENU
MARIA REPKO*

Entretien avec

ODILE RENAUD-BASSO

La MDBC e-hryvnia :
une monnaie banque centrale en projet

ASSEN SLIM

L'agro-industrie russe et l'UEE à l'aune
de la guerre en Ukraine : économie
et géopolitique d'une industrie protégée
de la concurrence internationale

*CAROLINE DUFY
PASCAL GROUIEZ
ALMAZ AKHMETOV*

Financer la transition énergétique en Europe
centrale et orientale : un levier pour surmonter
la dépendance de sentier à l'égard de la Russie ?

*PETIA KOLEVA
TSVETELINA MARINOVA*

Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan et la guerre
en Ukraine : les dividendes de l'ambiguïté

*CHRISTOPHE CORDONNIER
JULIEN VERCUEIL*

L'Asie centrale sous le coup de la guerre
en Ukraine : conséquences et perspectives

DOMINIQUE MENU

Reconfigurations internationales

La guerre en Ukraine : choc géopolitique
régional et global

TATIANA KASTOUÉVA-JEAN

Le virage vers l'Asie de l'économie russe

HUBERT TESTARD

L'automobile européenne face à la guerre
en Ukraine : entre volatilité des marchés
et reconfiguration des chaînes de valeur

MARC PRIETO

La dépendance de l'Europe au gaz russe :
état des lieux et perspectives

*CARL GREKOU
EMMANUEL HACHE
FRÉDÉRIC LANTZ
OLIVIER MASSOL
VALÉRIE MIGNON
LIONEL RAGOT*

Les effets de la guerre en Ukraine sur les marchés
mondiaux de matières premières

*SÉBASTIEN JEAN
YVES JÉGOUREL*

Chronique d'histoire financière

Institutions coloniales, exploitation impériale
et rendement des capitaux investis : comparaison
des histoires de la Malaisie et de l'Afrique du Sud

*KLAS RÖNNBÄCK
OSKAR BROBERG*

Articles divers

Inégalités de rendements et de patrimoine
en France en 2017

*LAURENCE BLOCH
BENJAMIN FAVETTO
ADRIEN LAGOUGE
FRANCK SÉDILLOT*

L'environnement juridique affecte-t-il la relation
RSE-stabilité financière ?

*SANA BEN ABDALLAH
DHAFER SAÏDANE*

ISBN 978-2-37647-069-4

ISSN 0987-3368

Prix : 32,00 €



9 782376 470694